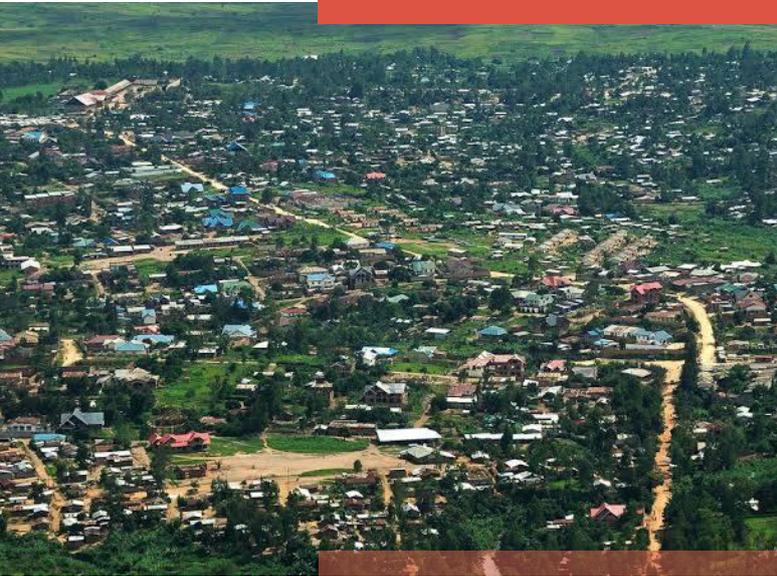


# NOTE DE RECHERCHE

N° 71

Avril 2022



Thinking Africa

## DÉFICIT DE LA GOUVERNANCE MILITAIRE ET RÉSURGENCE DES GROUPES ARMÉS DANS LA PROVINCE DE L'ITURI EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

---

**JEAN TSUMBU GBORO**

Enseignant chercheur à l'Université de Bunia,  
doctorant en sciences politiques et  
administratives à l'Université de Kisangani.

Domaine de recherche : gouvernance et  
polémologie.

[www.thinkingafrica.org](http://www.thinkingafrica.org)

## RÉSUMÉ

Les stratégies de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) ainsi que l'usage de la force sont mis en œuvre en Ituri à la suite des élections de 2006 afin de consolider la paix et la stabilité. Les groupes armés résiduels sont devenus la cible de la gouvernance militaire, laissant le choix aux miliciens d'adhérer au processus décidé par la République, ou de subir la force des armes. Hostile à la méthode choisie par l'Etat, les groupes armés locaux ont opposé une résistance, exigeant plutôt leur intégration au sein des FARDC et l'amnistie pour leurs leaders, au même titre que les composantes et entités ayant participé aux négociations de Sun City. Le non-respect de leurs cahiers des charges et le déficit de la gouvernance militaire ont eu pour conséquence la résurgence des violences armées. Ainsi, l'approche incrémentale a montré ses limites pour résoudre le problème de l'insécurité en province de l'Ituri.

## CONTEXTE

Les politiques de sécurité nationale servent à guider l'action du gouvernement. Elles ne constituent pas des lois à proprement parler, mais leur mise en œuvre nécessite de modifier le cadre juridique qui régit la prestation, la gestion et le contrôle des services de sécurité.

Une politique de sécurité nationale doit non seulement refléter le point de vue de l'ensemble des institutions étatiques, mais également celui de la population dont l'opinion est recueillie via une représentation démocratique ou par des consultations publiques<sup>1</sup>.

Les politiques de sécurité nationale prennent en compte les valeurs et intérêts nationaux, les structures de gouvernance et les processus décisionnels, et permettent en général d'aboutir à une vision à long terme de la sécurité de l'État et de la sécurité humaine.

En RDC, ces politiques sont définies dans les différents programmes gouvernementaux conformément aux principes posés par la constitution du 18 février 2006<sup>2</sup>. Leurs mises en œuvre combinent les stratégies militaires et non militaires.

## PROBLÉMATIQUE

1 DCAF **RSS** Document D'information, *Les politiques de sécurité nationale, Élaborer des politiques de sécurité nationale pour la bonne gouvernance du secteur de la sécurité*, disponible sur [www.ssrbackgrounders.org](http://www.ssrbackgrounders.org), consulté le 16 décembre 2021

2 RDC, constitution de la République Démocratique du Congo, in *Journal officiel*, n° , Kinshasa, Février 2006, pp 44-46

En Province de l'Ituri, la résurgence des violences des groupes armés replonge la population dans le désespoir de retrouver la paix et la sécurité.

Pourquoi la mise en œuvre des stratégies militaires pas résorbé les violences des groupes armés?

**Mots – clés : Déficit, Gouvernance Militaire, Résurgence, Groupe armé, Ituri**

## INTRODUCTION

Nous estimons que la gouvernance militaire mise en œuvre en Ituri n'est pas de nature à -résorber les violences armées car les enjeux des acteurs de ces violences sont divergents- et qu'il n'y a pas d'accords entre les parties en conflit concernant la méthode pour aboutir à la paix et stabilité.

L'objectif poursuivi dans cette note d'analyse est de démontrer que la résurgence des violences des groupes armés est consubstantielle au déficit de la gouvernance sécuritaire.

Pour vérifier ces hypothèses, la méthode géopolitique paraît la mieux adaptée. Elle permet non seulement d'identifier les acteurs des violences, les alliances et les contre-alliances qu'ils tissent et défont, de les localiser, et d'analyser leurs modes opératoires, mais aussi de décrypter leurs enjeux. A partir de cette méthode, il est donc possible de comprendre pourquoi la gouvernance sécuritaire, reflet de la politique nationale de sécurité et défense, n'a pas consolidé la paix, ni stabilisé la province de l'Ituri. Cette méthode est soutenue par la technique documentaire et l'entretien non structuré.

## I. CHOIX STRATÉGIQUE POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX ET STABILITÉ EN RDC POST DIALOGUE DE SUN CITY

L'impuissance des Forces Armées Congolaises (FAC) à restaurer par la force l'autorité de l'Etat à l'Est de la RDC (1998-2002) avait obligé le pouvoir politique de Kinshasa à négocier la paix. C'est dans ce contexte que les mouvements insurrectionnels furent invités à participer au processus de rétablissement de la paix et de restauration de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue de la République.

En vue de distinguer les parties à ces négociations, on les nomma composantes et entités. Le Gouvernement, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie (RCD), le Mouvement de Libération du Congo (MLC), l'Opposition politique formaient la partie « composante » tandis que les Forces vives, le Rassemblement Congolais pour la Démocratie/Mouvement de Libération (RCD/ML), le Rassemblement Congolais pour la

Démocratie/ National (RCD/N), les Mai-Mai étaient considérés comme des « entités »<sup>3</sup>.

Avec l'appui de la communauté internationale, les parties aux négociations décidèrent de cesser les hostilités et de partager le pouvoir entre les anciens belligérants et l'opposition politique. Les groupes armés actifs de l'Ituri ne prirent part au processus débuté à Lusaka et clôturé à Sun City et par conséquent, aucun quota politique ne leur fut réservé malgré leur activisme.

Sur le plan de la gouvernance militaire, les négociateurs résolurent de privilégier deux stratégies pour la restauration de l'autorité de l'Etat ainsi que pour la consolidation de la Paix et de la stabilité : le DDR et la dissuasion<sup>4</sup>. Après la transition politique de 2003 à 2006, le gouvernement issu des élections de décembre 2006 inscrivit son programme d'action sécuritaire et de défense dans la même ligne que le programme de la transition en adoptant les stratégies DDR et de dissuasion des groupes armés résiduels pour la consolidation de la paix et de la stabilité. Les gouvernements qui succédèrent jusqu'en 2020 reconduisirent ces mêmes stratégies sans jamais atteindre les objectifs visés. Ainsi, l'approche incrémentale de la gouvernance militaire a montré ses limites quant à son adaptation aux contraintes des lieux de mise en œuvre des stratégies décidées.

## II. LIMITES DE LA STRATÉGIE DDR

L'histoire de la résolution des problèmes sécuritaires de l'Ituri post dialogue interCongois de Sun city est marquée par trois moments du processus DDR qui connurent l'échec à cause de la faiblesse étatique dans l'appropriation de sa mise en œuvre et dans le cernement des contours de la persistance de l'insécurité. Ces trois moments du processus DDR correspondent à trois périodes qui marquent l'histoire des violences en Ituri après les conflits armés de 1999 à 2003. Il s'agit de la période de la transition 1+4, la première législature de 2006 à 2011 et la législature de 2011 à 2018.

### II.1. PÉRIODE DE LA TRANSITION 1+4 (2003 À 2006)

Qui dit résolution pacifique des conflits dit identification de ses acteurs et de ses enjeux. Cela suppose aussi qu'aucune partie au conflit n'a été en mesure de soumettre l'autre pour s'imposer. Dans ce cas, la négociation de paix implique des concessions de part et d'autre.

En plus de la présence visible du gouvernement de Kinshasa, le RCD (1998 à 1999) et le MLC (de 1999 à 2001), les autres acteurs actifs des conflits armés dans la région

3 Lire à cet effet, le point V, alinéa 1C de l'Accord global et inclusif du 17.12.2002 et son annexe 1 relative à la répartition des responsabilités

4 Par le DDR, la stratégie a consisté à désarmer les combattants, les démobiliser des armées et leurs fournir des kits pour leur Réinsertion socio-économique. La dissuasion, par contre, consiste en l'usage de la force armée contre les mouvements insurrectionnels non parties au Dialogue de Sun City.

comprenaient : la force de Défense du Peuple Ougandais(UPDF), le RCD/ML, l'Union des Patriotes Congolais(UPC), le Front des Nationalistes Intégrationnistes (FNI), la Force de Résistance Patriotique Intégrationniste(FRPI), les Forces Armées du Peuple Congolais(FAPC) et le Parti pour l'Unité et la Sauvegarde de l'Intégrité du Congo (PUSIC). Ces cinq derniers groupes armés locaux n'étaient pas invités à participer aux assises de Sun City pour s'obliger à respecter les clauses des accords de ces dialogues qui parurent non inclusives.

Pendant qu'au sortir de ces dialogues, il était convenu de procéder au Désarmement, à la Démobilisation et Réinsertion des groupes armés locaux, les mouvements politico-militaires de l'Ituri n'acceptèrent d'adhérer à ce processus qu'en 2004, soit un an et demi après la signature de l'AGI le 17 décembre 2002. Cet engagement a été couvert par la signature de l'acte d'engagement de Kinshasa du 14 mai 2004, soit un an après celui de Dar-es-Salam.

Par ailleurs, il faut souligner que, quoiqu'exclus des négociations de Sun City, les groupes armés de l'Ituri avaient engagé entre eux des négociations en Tanzanie afin de résoudre pacifiquement leurs différends. Ainsi, signèrent-ils en date du 16 mai 2003 un acte d'engagement dit de Dar-Es-Salaam par lequel ils assuraient une cohabitation pacifique à travers la mise en place d'une gouvernance sécuritaire partagée (cessation des hostilités, cantonnement des troupes, démilitarisation de l'Ituri)<sup>5</sup>. Ce processus fut accompagné sans succès par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) à travers l'exécution du Plan Opérationnel du Désarmement et Réinsertion Communautaire (PODRC).

A en croire un des enquêtés, si les groupes armés avaient accepté de signer cet accord et de se faire accompagner par la communauté internationale, c'était parce qu'il rimait bien avec le désir local de s'émanciper de la domination du RCD/ML et de sa visée expansionniste de l'Ituri<sup>6</sup>.

Il sied de noter que le RCD/ML fut issu du RCD après les combats qui opposèrent les troupes Rwandaises et Ougandaises en mai 2002 à Kisangani. Depuis lors, soutenus par l'Ouganda, Wamba Dia Wamba et Mbusa Nyamwisi installèrent leur quartier général à Beni dans le Nord Kivu et prirent le contrôle de l'Ituri. A son début, ce mouvement avait associé quelques leaders locaux à son entreprise rebelle. Les querelles de leadership de ce groupe eurent comme conséquences la création des différents groupes armés susmentionnés de l'Ituri. Chacun de ce groupe bénéficia de l'appui de l'UPDF. Cependant, au moment de la désignation des participants aux négociations de Sun City, seuls le MLC, le RCD/N et le RCD/ML y participèrent en qualité de Composante et Entités au détriment de certains de leurs alliés de l'Ituri dont le FNI et le FRPI. Pour le cas du RCD/ML, son intégration avait été facilitée par l'Ouganda à la suite de l'accord de cessez-le-feu de Gbadolite du 31 décembre 2002.

5 Acte d'engagement de Dar-Es-Salaam du 16 mai 2003

6 Entretien du 10 janvier 2019 avec un cadre de l'UPC sur la vision UPCienne de la gouvernance sécuritaire

En revanche, aucun groupe armé de l'Ituri n'a été invité à ce dialogue même pas à titre d'observateur. Et pourtant, du fait de l'absence de l'Etat, chacun de ces groupes exerçait de l'influence sur des territoires bien identifiés. Bunia fut le théâtre des affrontements entre la coalition FNI-FRPI-RCD/ML contre l'UPC d'une part et L'UPDF contre l'UPC d'autre part<sup>7</sup>.

Revenons sur le Plan Opérationnel du Désarmement et Réinsertion Communautaire (PODRC). Il faut noter que sa mise en œuvre a produit un résultat mitigé. Selon un ex-commandant du FNI devenu haut gradé des FARDC, la phase 1 du DDR appelé «DRC» (Démobilisation, Réinsertion Communautaire), a connu l'échec à cause de l'ignorance de la morale des ex-combattants et de la trahison de la communauté internationale. Voulant une chose et son contraire, d'après lui, la communauté internationale, à travers la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République Démocratique du Congo (MONUC) n'a pas joué franc jeu avec les milices locales. En effet, pendant que les groupes armés (dont le FNI) tenaient à intégrer l'armée nationale, la MONUC, représentée en Ituri par Mc Adam, persuadait les responsables du FNI « d'encourager » leurs troupes à opter pour la réinsertion communautaire. Comment, s'exclame-t-il, « peut-on remettre la houe à celui qui n'a pour instrument de survie que son fusil »<sup>8</sup> ?

Ce point de vue corrobore le rapport de la Commission Nationale de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (CONADER) selon lequel sur 16334 membres des groupes armés reçus dans les sites de transit durant la phase 1 de désarmement volontaire(achevée en juin 2005), seul 780 adultes ont choisi leur intégration dans l'armée (soit 4,77%), 11029 ont choisi de retourner à la vie civile et 4525 enfants étaient d'office candidats à la démobilisation et réinsertion communautaire<sup>9</sup>.

Alors que la démobilisation était conditionnée par la remise d'une arme par combattant, le nombre d'armes récupérées (5403) était de loin inférieur à celui d'ex-combattants démobilisés et réinsérés (11029) comme le renseignent les informations reprises dans le tableau 1.

**Tableau 1. Effectifs des ex-combattants démobilisés**

N°	Territoire	Effectifs	Pourcentage
01	Aru	1220	11,06
02	Mahagi	969	8,79
<b>Total</b>		<b>11029</b>	<b>100</b>

7 Tsumbu Gboro J. « dynamique des conflits armés province de l'Ituri de 1999 à 2015 », *International Journal of Innovation and Applied Studie*, vol.21, 3 Oct.2017, pp 427-428

8 Entretien avec un haut gradé FARDC et ex commandant FNI à Kinshasa, le 23 février 2020

9 Rapport d'enquête publié par Joost Van puijenbroek, Désiré NKOY ELELA, Eric MONGO, *Processus DDR en Ituri: success, faiblesses et perspectives*, op.cit, p 14



03	Djugu	3388	30,72
04	Irumu	5435	49,28
05	Mambasa	17	0,15
<b>Total</b>		<b>11029</b>	<b>100</b>

**Source :** Rapport du Conader/Bunia, juin 2008.

La RDC a intégré tardivement les stratégies internationales de la pacification de l'Ituri par le DRC. Le gouvernement de la transition n'a pas eu le monopole de la gestion de ces opérations, car la sécurité dans les sites de DRR relevait de la MONUC. La création tardive de la Structure Militaire d'Intégration (SMI) par le décret n°04/026 du 26 janvier 2004, la nomination de ses animateurs par le décret n°04/039 du 13 mai 2004 et le lancement, plus tard, de la démobilisation en septembre 2004 n'ont pas permis l'appropriation du processus par l'Etat congolais, dont l'autorité était déjà désintégrée depuis 1999. La politique de la main tendue au bailleur (PNUD) pour l'exécution du plan opérationnel du DRC a échoué considérant ce qui était prévu <sup>10</sup> :

- La réhabilitation des communautés d'accueil ;
- Le désarmement de quelques 15000 combattants (9000 adultes et 6000 enfants) ;
- La réinsertion communautaire des ex combattants et leurs dépendants (1 combattant + 4 dépendants) ;
- L'incorporation dans les forces armées de la RDC des volontaires déclarés aptes.

Il ressort du rapport précité que sur 15.000 combattants attendus pour le désarmement, 11.029 ont été démobilisés, parmi lesquels 4.525 enfants et 6.504 adultes. Ces résultats montrent un taux de démobilisation de 73,53 %. Par catégorie des combattants attendus, les personnes adultes se sont démobilisées à hauteur de 72,26 % et les enfants, de 75,42%. Le document ne renseigne toutefois le nombre des personnes réinsérées. Les enquêtes témoignent entre autres des difficultés financières présentées par le PNUD et la CONADER pour assurer l'opération de réinsertion<sup>11</sup>.

Selon les mêmes sources, le principe de démilitarisation était fondé sur le ratio : « un combattant, une arme ». Les données collectées ci-dessus renseignent que le nombre d'armes récupérées n'était pas proportionnel au nombre des démobilisés. Au total, 5.403 armes ont été récupérées en lieu et place de 11029, soit un déficit de 51%. Pire encore, s'il faut s'en tenir à l'effectif attendu pour la démobilisation (15000), le taux de

10 Rapport d'enquête publié par Joost Van puijenbroek, Désiré Nkoy Elela, Eric Mongo, *Processus DDR en Ituri : succès, faiblesses et perspectives*, Juin 2008, disponible sur <http://fr.scribd.com>, consulté le 23 août 2019, p14

11 Interview du 8 et 9 septembre 2019 de quelques anciens miliciens à Bunia

récupération d'armes à feu ne représentait que 36%.

Quant aux personnes admises à l'armée, on dénombre 780 adultes sur 6504 démobilisés, soit 11,99% du total. Nous pouvons nous questionner ici sur ce qu'étaient devenus les non intégrés, entendu que le libre choix leur était accordé d'intégrer l'armée ou de se réinsérer dans les communautés. Cet écart laisse entrevoir le danger sécuritaire auquel l'Etat devait plus tard faire face.

Le programme tel qu'il était établi n'avait pas tenu compte de la faible présence de l'autorité de l'Etat dans les territoires sous contrôle de ces groupes armés. Préconiser le retour à la vie civile des combattants était une autre façon, consciente ou non, de consolider la persistance de l'insécurité.

Cette première stratégie militaire du désarmement pour la paix fut un échec. Les groupes armés se regroupèrent autour de Ngudjolo et créèrent le Mouvement des Révolutionnaires Congolais (MRC) en vue de résister à la stratégie sécuritaire sus évoquée. Si tous les acteurs, et même les groupes armés de l'Ituri, se sont accordés sur les objectifs (paix et stabilité), ils sont restés discordants sur les méthodes pour les atteindre. Cette discordance fut source de conflit entre l'Etat et les groupes armés de l'Ituri et a entraîné la résurgence des violences armées.

Le choix des participants au dialogue de Sun City n'avait pas tenu compte des revendications des groupes armés de l'Ituri en tant qu'« entités » autonomes, estimant qu'ils s'étaient faits représentés par leurs alliés (gouvernement de Kinshasa, RCD/GOMA, MLC). Cette mise à l'écart de ces groupes armés locaux a suscité des nouvelles dynamiques de la part des coalitions armées dès le lendemain des élections de 2006. Réclamant toutes leurs *intégrations* au sein des FARDC, On vit émerger la Coalition des Groupes Armés de l'Ituri (COGAI), le Mouvement des Révolutionnaires Congolais (MRC), le Mouvement de la Résistance Populaire au Congo (MRPC), et les Forces Populaires pour la Justice au Congo (FPJC).

## II.2. LÉGISLATURE DE 2006 À 2011

Les phases 2 et 3 du processus DDR ont également montré leurs limites par rapport à l'objectif de la réduction des violences armées. La déclaration parlementaire des députés provinciaux de l'Ituri en a fait cas en date du 28 janvier 2007<sup>12</sup>.

En cette date, les députés provinciaux ont dénoncé la résistance de certains groupes armés à s'intégrer dans le Programme National DDR (PNDDR). Parmi ces groupes réfractaires figuraient le FNI de Peter Karim dans la région de Dhera-Libi-Linga en secteur de Walendu Pitsi en territoire de Djugu, le FRPI de Cobra Matata en chefferie de

12      Caucus des députés provinciaux de l'Ituri, *Déclaration n°01/DP/IT/2007 du 28 janvier 2007 relative à la situation sécuritaire en Ituri*

Walendu bindi dans le territoire d'Irumu et le MRC de Ngudjolo, actif dans les territoires de Djugu et Irumu. Ce dernier était composé d'anciens miliciens de l'UPC et du FNI. Le non-respect des engagements des uns comme des autres et le manque de célérité du gouvernement pour accélérer le processus PNDDR seraient également à compter parmi les causes de résistance des groupes armés.

Au regard du non-respect des engagements des uns comme des autres, sous la médiation de la MONUC, des amendements furent ajoutées à l'accord du 26 juillet 2006 relatif à la démobilisation des combattants du MRC. Ces dispositions obligeaient les parties à<sup>13</sup> :

- *Pour le Gouvernement*
  - ▶ Octroyer des facilités de circulation pour les responsables du MRC chargé de la sensibilisation des miliciens pour le DDR ;
  - ▶ Financer les opérations de sensibilisation ;
  - ▶ Impliquer les services de sécurité dans l'accompagnement des sensibilisateurs ;
  - ▶ Accélérer le processus de formalisation de l'amnistie pour les chefs milices et le retrait des mandats d'arrêt internationaux à charge des membres du MRC engagé dans le processus ;
  - ▶ Identifier, solliciter et intégrer dans le site de pré-regroupement des organismes spécialisés pour la protection de l'enfance.
  
- *Pour le MRC*
  - ▶ Diffuser des messages de sensibilisation en vue du regroupement des éléments du MRC à Aveba, Sota, Tche et Dhego ;
  - ▶ Contribuer à leur orientation vers le centre de Rwampara en vue du processus de pré-brassage à partir du 16 novembre 2006 pendant que la phase II du DDR prenait fin.

La lecture de ces dispositions additives montre que beaucoup plus d'exigences sont demandées au gouvernement qu'au regroupement des miliciens. On sait par exemple le lien qui existe entre la résistance de ce groupe et la revendication de la libération inconditionnelle de leurs leaders arrêtés à Kinshasa, dont certains avaient déjà été transférés à la Haye<sup>14</sup>. Cette résistance était un moyen pour obliger Kinshasa à intégrer les groupes armés de l'Ituri dans l'armée nationale au même titre que les autres groupes armés du Nord Kivu dont le M23 avec qui l'Etat avait convenu du processus de brassage et de mixage. Cette exigence a obtenu l'accord de Kinshasa par la signature des dispositions additives sus évoquées et démontre bien l'échec de la phase II du DDR.

---

13 Lire les dispositions pratiques additives à l'accord du 26 juillet 2006 entre le Gouvernement de la RDC et le MRC sous la médiation de la Monuc signé à Kambutso le 16 novembre 2006

14 Parmi ces leaders, on cite Katanga G., Iribi P. ; Ndjabu F. et Lubanga T.

Dans la première phase, 11029 personnes ont été démobilisées sur 15000 attendus, soit 73,5% ; à la deuxième phase, 16000 combattants ont été démobilisés et 9000 armes récupérées<sup>15</sup> ; et dans la phase III, 1529 combattants ont été démobilisés sur un total de 4665 attendus, soit 33%. Ces combattants démobilisés étaient essentiellement issus du FNI, MRC et de la FRPI. Le nombre de démobilisés avait ainsi atteint 28558.

Ces nouvelles dispositions additives sont intervenues en pleine période électorale. A Djugu comme à Irumu, les élections furent conjointement sécurisées par les FARDC, la PNC et les miliciens dont certains leaders étaient candidats au niveau national et provincial. Notons en passant qu'à l'issue de ces élections, le FNI obtint deux députés nationaux et un provincial ; le FPDC, un député national ; le PUSIC, un provincial ; la FRPI allié au RCD/ML, un national et deux provinciaux ; et l'UPC, trois nationaux et un provincial. Les trois premiers groupes rebelles transmutés en partis politiques s'étaient inscrits sur la liste de la Coalition pour le Développement du Congo (CODECO) de PayPay.

Malgré ces résultats, la FRPI est demeurée active dans le sud d'Irumu. Pour pallier cela, le 11 décembre 2006, le Ministre de la Défense Nationale invita le Colonel Ngudjolo au respect des engagements et à revenir dans le processus PNDDR. Dans sa correspondance, le Ministre rappelle le respect des engagements du Gouvernement par l'octroi de grades au sein des FARDC à lui et à son état-major et qu'en retour, ce colonel promu avait l'obligation de rejoindre le processus en attendant la loi sur l'amnistie.

Ce geste fut un aveu du deuxième échec de la recherche de la sécurité par le DDR. Plutôt que d'absorber l'activisme des groupes armés, on assista à son amplification et à l'émergence des nouvelles coalitions locales dont la COGAI avec le Colonel Cobra Matata qui avait fait défection de Kinshasa pour se retrouver en Ituri.

Interrogés à propos du DDR et de la sécurité en Ituri, certains de nos enquêtés ont jugé son résultat mitigé<sup>16</sup>. Pour eux, les personnes démobilisées n'étaient pas nécessairement tous des ex-combattants. Malgré les kits de réinsertion, la plupart avait gardé leurs armes et s'en servaient pour des vols à mains armées et pillages de bêtes. Si à Irumu et Djugu, on pouvait encore percevoir les éléments de la FRPI, du MRC et du FNI de Peter Karim, à Aru, les hommes de Salumu des FAPC n'ont pas fait objet de démobilisation et se sont reconstitué en bande des trafiquants d'armes coopérant avec les rebelles du Soudan du Sud (SPLA).

Comme nous pouvons le constater, le programme DDR a été exécuté jusqu'en juin 2008 dans un contexte sécuritaire précaire. Malgré ses acquis, cette stratégie de la restauration de l'autorité de l'Etat en Ituri n'a pas résolu le problème des violences des groupes armés résiduels.

---

15 Joost Van puijenbroek, Nkoy Elela D., Mongo E., *op.cit.*, p16

16 Données collectées en juillet 2007 à Irumu et Djugu lors de nos enquêtes sur le DDR, la sécurité communautaire et la réconciliation en Ituri.

### II.3. LÉGISLATURE DE 2011 À 2018

Cette période est caractérisée par le transfert de compétence de la CONADER vers le programme de Stabilisation et Reconstruction (STAREC). Ce programme a été mis en œuvre à la suite du programme Amani créé par l'Ordonnance n° 08/088 du 2 février 2008 et ayant pour mission la sécurisation, la pacification, la stabilisation et la reconstruction des provinces du Nord-Kivu et du sud Kivu.

Cependant, le gouvernement projeta une quatrième phase de DDR dont le contenu était spécifié dans le plan global de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Ce plan avait prévu démobiliser 1100 ex-combattants dont 800 de la FRPI et 300 du MRPC<sup>17</sup>. Avant que ce plan ne soit exécuté, le programme STAREC fut institué. Emanation du Programme Amani, le STAREC a été créé par l'Ordonnance n°09/051 du 29 juin 2009 avec les objectifs suivant: (i) améliorer la situation sécuritaire; (ii) restaurer l'autorité de l'Etat ; (iii) faciliter le retour et la réintégration des personnes déplacées et réfugiés, et accélérer la relance des activités économiques.

Ainsi, par Ordonnance n°14/014 du 14 mai 2014, modifiant et complétant l'Ordonnance n° 09/051 du 29 juin 2009, le Programme STAREC fut transformé en un Programme national de stabilisation et de reconstruction, placé sous la haute autorité du Chef de l'Etat. Ce programme a reçu l'appui de la communauté internationale à travers l'exécution de sa Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et à la Stabilisation (I4S) de l'Est de la République dont le Sud Kivu, le Nord Kivu et l'Ituri.

Le Programme I4S était initialement conçu comme la stratégie de sortie de la MONUC. Il est un cadre d'harmonisation des efforts de la Communauté Internationale en appui au STAREC. Il porte sur 5Piliers: (1) sécurité; (2) processus politiques; (3) restauration de l'autorité de l'Etat; (4) retour, réintégration et relèvement socio-économique; et (5) lutte contre les violences sexuelles.

Cette stratégie internationale a été mise en oeuvre en Ituri de 2009 à 2013 par la MONUSCO, les agences onusiennes et les ONG internationales en collaboration avec les ONG nationales. Les projets exécutés dans ce cadre ont reçu un financement de l'ordre de 36 millions USD et ont touché les secteurs suivants<sup>18</sup> :

- Activités de démobilisation et réintégration d'anciens combattants / désarmement communautaire ;
- Réhabilitation de certaines routes d'intérêt local ;
- Construction de certaines infrastructures : bâtiments administratif de Bogoro, Sous Commissariats de Boga, de Gety et de Bogoro) ;

---

17 RDC, Ministère de la défense nationale et des anciens combattants, *Plan global de désarmement, de démobilisation et de réintégration*, avril 2014, p.32

18 Communication du point focal Starec/Ituri à l'atelier de renforcement des capacités des autorités territoriales à Fataki, mars 2021

- Réhabilitation d'un centre de formation pour la police de proximité ;
- Renforcement des capacités des agents de l'administration ;
- Autonomisation communautaire et consolidation de la paix ;
- Activités de médiation et résolution des conflits ;
- Assistance multisectorielle des victimes des violences sexuelles ;
- Police Spéciale de Protection de l'Enfant et Femme, ect.

Notons que ce programme n'a pas tenu compte du contexte sécuritaire de l'Ituri. Comment par exemple parler de la «stabilisation et consolidation de la paix» alors que la région n'était pas encore à l'abri des violences provenant des forces négatives ? Il se fait que le choix de cette stratégie n'a pas produit le résultat escompté sur le plan sécuritaire.

La récurrence des violences des groupes armés sur une grande majorité de ces zones prioritaires de la stabilisation dont Boga-Gety-Bogoro en est une illustration avec l'activisme de la FRPI, des Forces Démocratiques Alliées (ADF), des Combattants Banyabwisha Hutu assimilés aux Forces Démocratiques de Libération du Rwanda (FDLR) et des Mai-Mai. L'approche holistique en vue de la restauration de l'autorité de l'Etat a ainsi montré ses limites.

Si au Nord et Sud Kivu les opérations militaires se sont fait attendre à la suite des attaques sporadiques des positions militaires et des massacres de la population civile, en Ituri, les groupes armés résiduels se sont organisés jusqu'en 2018 autour des foyers miniers, des zones forestières et des lacustres exploitant les ressources minières et forestières, se livrant aux trafics illicites des bois, d'ivoires et d'armes. Les combattants démobilisés se livrèrent à des actes des pillages des vaches, d'extorsion des biens, de kidnapping, sans prévention ni réaction sécuritaire efficace.

### III. ECHEC DE LA STRATÉGIE DE DISSUASION

La stratégie militaire de la sécurisation de l'Ituri et de la restauration de l'autorité de l'Etat n'a pas que consisté en la mise en œuvre du processus DDR. Au-delà de ce processus, avec la professionnalisation prévue de l'armée<sup>19</sup>, l'Etat comptait recourir à la dissuasion des groupes armés à travers des opérations militaires.

Pendant qu'on s'attendait au professionnalisme militaire, la situation sécuritaire s'est davantage détériorée. Deux facteurs sont à la base de l'échec de cette politique : le manque d'anticipation des violences armées et l'inefficacité des opérations militaires.

---

19 Plan directeur global de la réforme de l'armée de février 2008, *op.cit.*

### III.1. MANQUE D'ANTICIPATION DES VIOLENCES ARMÉES

Malgré le processus PODRC, le déploiement des forces Artemis, le processus DDR et le déploiement des FARDC en Ituri, il s'est avéré que le nombre d'armes légères et de petit calibre estimées en circulation ou en cache dans les communautés en Ituri oscillait en 2008 entre 50.000 et 60.000 selon la répartition suivante : 57% à Djugu, 34% à Irumu, 17% à Mahagi et 13% à Aru. Ces armes comprenaient les armes personnelles, les armes collectives et aussi quelques mines anti personnelles et antichars<sup>20</sup>.

En plus des poches de résistance des groupes résiduels, quelques autres lieux et techniques de cache d'armes ont été identifiés par les enquêteurs :

- La ruche d'abeilles ;
- Le tronc d'arbre sec;
- Les parois du mur d'une case ;
- Un trou aménagé à la position centrale de la salle de séjour d'une habitation ;
- Un trou aménagé à l'endroit où est posé le pot d'argile d'eau à boire...

Déjà à cette époque, on dénonçait en territoire de Djugu la cache d'armes de Peter Karim du FNI à Lodjo (un des bastions actuels de CODECO en secteur de Walendu Pitsi), et de Bosco Taganda de l'UPC à Bule en chefferie de Bahema Badjere, sans préciser leurs sites. Néanmoins, quelques maquis, à partir desquels ces résiduels entretiennent de l'insécurité, ont été identifiés. Ces groupes armés et leurs maquis sont présentés dans le tableau 2.

**Tableau 2. Groupes armés et leur localisation de 2006 à 2017**

N°	Territoire	Groupe armé	Chefferie	Groupement
01	Aru	SPLA, NAS	Chefferie de Kakwa	Gbula

20 Joost Van puijenbroek, Nkoy Elela D., Mongo E, *op.cit.*, p.37

04	Irumu	FRPI	Walendu Bindi	Boloma, Bukiringi, radu, Baviba, Bamoko
		ADF	Wanyali tchabi, Bahema boga	Bandavilemba, Banzingi...
		FDLR/ BANYABW ISHA	Wanyali tchabi, Bahema boga	Tchabi, Boga
05		Maimai	Babila babombi, bombo, bandaka	

Bien que toutes ces informations fut à la portée des forces de défense et de sécurité, aucune action de perquisition n'a été organisée à l'intérieur de la province pour récupérer ces armes et déférer leurs détenteurs auprès des juridictions compétentes. Ce manque d'esprit d'anticipation constitue également un facteur d'exacerbation de l'activisme des groupes armés. La gouvernance sécuritaire partagée n'est pas une excuse pour l'Etat d'assumer conséquemment sa mission de souveraineté relative à l'ordre public et la défense de l'intégrité territoriale.

L'Etat, tout en associant les autres composantes à la gouvernance du secteur de la sécurité, face à l'activisme des groupes armés précités, devait prendre des dispositions pour freiner leurs velléités conquérantes en tenant compte des réalités sécuritaires de chaque province. Le devoir de protection et de la défense nationale ainsi que le monopole de la force demeurant d'abord et avant tout l'affaire de l'Etat.

En effet, la politique américaine suivant les attentats terroristes de Wall Street center devait servir de leçon à la RDC. Autant prendre anticipativement des dispositions défensives et offensives en vue de protéger ses citoyens des violences terroristes et veiller à l'intégrité territoriale. Malheureusement, les capacités opérationnelles et stratégiques des FARDC dépendent en particulier de la qualité de l'armée sur les plans technique (capacités humaines et logistiques), mental et moral, matériel et surtout, organisationnel. Les criants déficits sur ces plans sont à la base des défaites et des faiblesses des forces armées devant les groupes armés qui menacent de conquérir des espaces, indépendamment du pouvoir central, provincial et local.

## III.2. INEFFICACITÉ DES OPÉRATIONS MILITAIRE

En Ituri, depuis 2006, des opérations militaires furent menées sans succès pour mettre fin aux multiples groupes rebelles étrangers et locaux. Il s'agit des opérations « Iron Stone », « Safisha » et « zaruba ya Ituri ».

De toutes ces opérations, seule celle menée en 2019 semble illustrer le recours à l'offensive militaire alors que dans les autres cas, l'armée est plutôt restée à la position défensive.

### III.2.1. OPÉRATION « IRON STONE »

L'opération « Iron Stone » n'eut lieu qu'une seule fois en région de Gety en 2008. Elle avait pour objectif de déloger la FRPI de la zone de Tchev en chefferie de Walendu Bindi. Elle fut conjointement menée sans succès par la Monuc et les FARDC.

### III.2.2. OPÉRATION « ZARUBA YA ITURI »

Cette opération fut lancée en 2019. Elle avait pour objectif principal le démantèlement des bastions de la CODECO de Wago et de Mbau en territoire de Djugu. L'attaque de ces bases a entraîné le retranchement des miliciens vers d'autres bastions d'où ils menèrent des violences exacerbées contre les forces loyalistes et les populations civiles. Cette section offre une narration non exhaustive des événements tout au long des neuf premiers mois de 2019<sup>21</sup>.

Le 22 janvier 2019, des attaques ont visé une position des FARDC à Largu. On a dénombré à la suite de cette attaque, quatre soldats et trois assaillants tués, ainsi que plusieurs blessés. Le 15 février, la position des FARDC à Blukwa-Mbi a subi une autre attaque, déclenchant un déplacement à grande échelle dans les villages environnants. Les attaques des groupes armés ont atteint leur paroxysme en avril 2019. Le 5 avril, la position des FARDC à Nyapala a été attaquée. Le 7 avril, cinq personnes ont été tuées au marché de Kalo. Le 11 avril, des personnes soupçonnées d'avoir attaqué Kalo ont été arrêtées. Le 11 avril, plus de 200 vaches ont été volées à Reta. Le 15 avril, quatre personnes ont été tuées à Loko (Dhedja) et le 16 avril, plusieurs attaques ont eu lieu à Bahema Badjere et Bahema Nord, mais aucune victime n'a été signalée. Le 28 avril, plusieurs civils ont été tués à Losandrema (Bahema Badjere).

Le 6 mai, trois personnes ont été tuées à Bapu (Bahema Nord) après un affrontement entre des assaillants et les FARDC dans la localité voisine de Laudjo (Walendu Pitsi). Les militaires FARDC ont traqué les assaillants et les ont combattus dans la forêt de Wago où sept soldats ont été capturés par des présumés de la CODECO. Le 8 mai, quatre officiers FARDC ont été tués (dont deux colonels) près de Muganga au bord du lac Albert. Le 13 mai, un civil a été tué par les FARDC à Angolu. Le même jour, des assaillants ont tué

21 Ces informations ont été récoltées auprès des leaders des communautés Hema, Mambisa, Nyali et ANR Djugu en mars 2020

deux militaires à Datule (Walendu Djatsi) et ont emporté leurs armes. Le 15 mai, quatre personnes ont été tuées dans la région de Tara, près du lac Albert.

Le 21 mai, cinq personnes ont été tuées à Lona Lotsikpa. Le 27 mai, plusieurs maisons ont été incendiées dans la même région, et un nourrisson a été brûlé vif. Le 4 juin, des combats intra-FARDC ont causé la mort d'un soldat à Joo dans la région de Losandrema, suite à un désaccord sur les rations militaires et leur distribution. Le 5 juin, plusieurs attaques ont eu lieu, dont l'enlèvement d'un prêtre à Jibba. Le 9 juin, deux soldats des FARDC sont morts après des affrontements avec des combattants non identifiés à Tsubba (Mambisa) et plusieurs pillages ont eu lieu dans le Bahema Nord.

Le 10 juin, un événement important s'est produit : un commerçant nommé Tikpa, Lendu et président de la section FEC de Kobu, a été tué à Zibiti (territoire de Mambisa) avec trois autres civils. Selon plusieurs entretiens, le meurtre a été organisé par des éléments de la CODECO sous la direction d'un certain « Go ». Les assaillants bénéficiaient du soutien des chefs locaux de la région de Pimbo et avaient entrepris de se venger du refus du commerçant de verser une contribution financière à la CODECO. Plusieurs véhicules circulant sur la route sont tombés dans une embuscade et ont été incendiés. Depuis le début de la crise, de nombreux opérateurs économiques ont perdu l'accès aux marchés locaux et ont dû faire face à la contrainte des rackets de protection pour garantir leur mobilité et ne pas être qualifiés de « collaborateurs des Hema ».

Les jours suivants ont été marqués par une série de pillages dans la région de Kobu, dont le meurtre de six personnes à Iga Barrière, en réaction aux manifestations populaires contre la violence. Plusieurs affrontements et meurtres ont eu lieu le même jour, impliquant les forces de sécurité, des groupes de civils en colère et des combattants non identifiés, mais il reste difficile de rassembler des chiffres complets et vérifiables. Les cas incluent le meurtre de trois personnes à Kparangaza, deux à Sayo Mongbwalu, trois à D'da, une à Kokoliko, six à Ddi. Le 11 juin, cinq personnes ont été tuées à Waiso et Noko (Walendu Djatsi) et le village de Sombo (Bahema Nord) a été incendié. Le même jour, une attaque à Tche a fait 38 morts et un convoi des FARDC est tombé dans une embuscade à Logotakpa, dans la région de Losandrema.

D'autres attaques et affrontements ont eu lieu à Rule, Blukwa, Ndjala, Sumbuso, Dhendro, Duvire, Ngoto, Reta et Lirri – détruisant au moins cinq centres de santé locaux dans la chefferie de Bahema Nord ainsi qu'à Senge, Goikpa, Nyamasa, Kabakaba, Lissei, Lenge, Raa et Dema en chefferie de Mambisa et secteur de Banyali Kilo. Selon des chiffres non confirmés, plus de 130 personnes ont été tuées lors de ces différents incidents et affrontements. Les 12 et 13 juin, des centaines de bovins ont été pillés à Goikpa en secteur de Walendu Pitsi. Un jour plus tard, les villages de Rule, Sumbuso, Duvire et Saokpa ont subi des attaques qui ont entraîné la mort de près de 40 personnes.

Le 18 juin, la CODECO a attaqué les FARDC à Ndri et tué huit civils à Dema (Bahema Nord). Cinq civils ont été tués à Nyamamba (Bahema Banywagi). Le 18 juin, une série d'attaques a provoqué la mort de sept personnes à Reta, trois à Limbi, cinq à Tsuki,

deux à Ndoki et deux à Ndjachulu. Le 21 juin, des éléments de la CODECO ont tué 16 personnes à Kafe et Mbogi dans le littoral du lac Albert en chefferie de Bahema Nord. Le 22 juin, quatre personnes ont été tuées près de Sumbuso.

La plupart des attaques FARDC du mois de juin ont été orientées, avec l'opération Zaruba ya Ituri lancée le 21 juin 2019, vers les forêts de Wago et de Mbau soupçonnées être de grands bastions de la CODECO. Bien au-delà de ces forêts, d'autres attaques ont été signalées à l'ouest et au sud-ouest de ces bastions. Le 25 juin, des combats entre les FARDC et la CODECO ont fait neuf morts parmi les forces loyales à Kpandroma. Ces affrontements se sont poursuivis les 28 et 29 juin près de la forêt de Wago, entraînant l'arrestation de plusieurs présumés membres de la CODECO.

Plus de 400 corps ont été récupérés par la Croix-Rouge congolaise à Djugu dans les semaines qui ont suivi l'attaque du 10 juin. Au milieu de cette grave détérioration, le président nouvellement élu, Felix-Antoine Tshisekedi, s'est rendu en Ituri le 30 juin, jour de l'indépendance de la RDC. Cependant, sa présence n'a pas eu un impact stabilisateur durable. À peine un jour plus tard, plusieurs escarmouches et attaques ont eu lieu à Makofi, Kpawi et près de Mongbwalu, faisant au moins deux morts et entraînant le pillage de plusieurs villages. Le 2 juillet, six personnes ont été tuées à Losandrema et deux à Dhedja. 80 vaches ont été volées de Loku (Bahema Nord) et emmenées à Walendu Pitsi. Le 6 juillet, deux personnes ont été tuées à Dhendro. Le 10 juillet, plus de 40 maisons ont été brûlées à Kilo et le 11 juillet, un camp des FARDC a été incendié à Ndri. Le 12 juillet, deux personnes ont été tuées à Nyali. Le 14 juillet, 13 personnes ont été tuées près de Dhedja (Baheme badjere) lors des affrontements opposant les FARDC à la CODECO. Le 21 juillet, une attaque a fait sept morts à Nguzu et Dala (Mambisa), entraînant un déplacement massif de la population civile vers Nizi, Iga et Bunia. Un jour plus tard, des affrontements ont continué entre la CODECO et les FARDC à Jibba en secteur de Walendu Pitsi. Le 23 juillet, sept personnes ont été tuées par la CODECO à Fichama (Bahema Banywagi), près du lac Albert.

Après trois mois extrêmement violents, un calme relatif s'est installé au cours du mois d'août 2019, hormis les affrontements signalés le 19 août entre les FARDC et les miliciens de la CODECO aux environs de Mbau, un des bastions de la CODECO, en secteur de Walendu Djatsi. Les hostilités, les attaques ciblées, les tueries et pillages reprirent au mois de septembre. En effet, le 9 septembre, 20 maisons ont été incendiées lors d'une attaque à Rho en chefferie de Bahema Nord (territoire de Djugu) pendant qu'à Nioka en chefferie de Panduru en territoire de Mahagi, un groupe de commerçants tombait dans une embuscade. Toujours en territoire de Mahagi, des pillages ont eu lieu le 13 septembre à Ame en chefferie de Djukoth et le 15 septembre à Djupawala en chefferie de Mokambo. Au cours de cette période, plusieurs témoignages ont soupçonné un trafic d'armes par pirogues motorisées à travers le lac Albert entre Mukashi en territoire de Mahagi et Musekere en territoire de Djugu vers la forêt de Mbau. Les attaques du 17 au 19 septembre, à Bule, à Kachele, à Ndoki et à Kpatiz ont entraîné la mort de 50 personnes. Au total, de Juin à Septembre, on a dénombré plus de 700 personnes

tuées, des milliers de bovins et d'autres bétails pillés et des milliers de villages détruits ou incendiés, y compris des églises, des édifices publics (batiments administratifs) et des centres de santé<sup>22</sup>.

### III.2.3. OPÉRATION « SAFISHA »

Dans le cadre de l'opération Safisha, les FARDC menèrent des attaques contre certains groupes armés en territoire d'Irumu, de Mambasa, de Djugu et de Aru. Cette opération avait ciblé la FRPI en territoire d'Irumu. En territoire de Mambasa, les forces armées ont affronté les Mai-Mai Simba. Dans le territoire d'Aru, les opérations ont consisté à la protection des frontières Nord avec l'Ouganda et le Soudan du Sud. Les combats furent menés contre les rebelles de la Lord's Resistance Army (LRA) retranchés dans le parc de Garamba dans le Haut Uélé et contre les rebelles du National Salvation Army (NAS). Sur le lac Albert, l'armée s'est opposée aux éléments de l'UPDF au niveau de l'île de Rukwanzi. Par contre, il n'y eût aucun affrontement contre les SPLA qui occupaient la localité de Kimba dans la chefferie de Kakwa depuis 1997. On signale également quelques opérations menées contre les résiduels de l'UPC et du FNI regroupés tantôt au sein du MRC, tantôt FPJC ou encore COGAI. Le tableau 3 répertorie à titre illustratif quelques affrontements des FARDC contre les groupes armés locaux.

**Tableau 3. Attaques des FARDC contre les groupes armés**

Territoire	Chefferie	Groupe armé	Période
Irumu	Walendu Bindi	FRPI	2007-2017
	Andisoma	FRPI	2007-2012
Djugu	Walendu Tatsi	Résiduels FNI	2008
Mambasa	Bandaka	MaiMai Simba	2012-2017
	Bombo	MaiMai Simba	2012-2017
ARU	Kakwa	NAS	2009-2012

22 Différentes sources de la société civile ont fourni des listes, estimant qu'au moins 60 centres de santé ne fonctionnent plus (Fataki 5, Rethy 5, Drodoro 12, Lita 8, Linga 5, Jibba 8, Tchomia 8, plus d'autres à Nizi, Bambu, Kilo, Damas, Mangala et Mongbwalu). Selon la Croix-Rouge, les centres de santé suivants ont été détruits: Dhendro, Sumbuso, Duvire. Le même rapport mentionne également la destruction des églises: deux à Dhendro, Kpawi, Dada, Dhema, Hukba, Reta, Duvire, Sumbuso, Mayalibo et Likida. Environ 140 écoles ont été directement ou indirectement touchées par les attaques, parmi lesquelles figurent Sumbu, Atsida, Duvire, Kpawi, Tchendji, Tsu, Lenge et toutes les écoles du groupement de Sumbuso. Plus de 40 bureaux administratifs ont été détruits à Bahema Nord, Badjere et Banywagi, ainsi qu'à Walendu Pitsi et Tatsi et Mambisa. Les bureaux des groupements ont été détruits à Dhendro, Sumbuso, Mayalibo, Losandrema et Dhedja.

Source : Coordination des députés provinciaux de l'Ituri, *Bilan 2006-2011*.

Il faut noter que, malgré les affrontements contre ces différents groupes, les FARDC ne réussirent pas à les convaincre de déposer les armes. Plusieurs griefs sont portés à la charge du commandement militaire justifiant l'échec de l'armée. Les députés provinciaux de l'Ituri en relèvent quelques-uns<sup>23</sup> :

- Le laxisme de l'armée et des services spécialisés avec pour effets :
  - ▶ Des interventions souvent tardives, malgré des avertissements répétés des miliciens ;
  - ▶ Le recrutement et le ravitaillement en armes et munitions en faveur des miliciens ;
  - ▶ L'exercice d'activités lucratives incompatibles avec la profession militaire: braconnage, exploitation minière et forestière anarchique, trafic des véhicules importés, etc.
- Le mutisme du Gouvernement de la République face :
  - ▶ Aux revendications tant attendues des FRPI de Cobra Matata ;
  - ▶ A la situation sécuritaire de l'Ituri ; on note par exemple le silence et l'inaction du Gouvernement face à la dénonciation du camp d'entraînement des milices dans la forêt de Wago à la limite de la chefferie de Bahema Nord et du secteur des Walendu Pistsi.
- Les relations louches de certains officiers aux frontières avec les Etats voisins.

En plus de l'incapacité militaire d'anticiper et d'étouffer les menaces des groupes armés, les autorités territoriales ont également fait montre de leurs limites quant à la gouvernance territoriale de la sécurité, comme le démontre la section suivante.

Les opérations des FARDC et de la Brigade des forces d'intervention de l'ONU n'ont pas eu d'effets sur la FRPI et l'ADF. La société civile a fait part d'opinions divergentes quant à la propension des groupes armés à s'unir contre les FARDC et la Brigade d'intervention de l'ONU. Une nouvelle alliance entre l'ADF, la FRPI, la milice Maï-Maï, la mosaïque CODECO et la Force Patriotique et Intégrationniste du Congo est possible, au même titre que des affrontements entre des éléments armés issus de ces groupes. D'ores et déjà on parle des coalitions CODECO/ BON TEMPLE avec la FPIC. Le décor est planté pour pérenniser la violence et consacrer l'ingouvernabilité de l'Ituri.

Le nouveau théâtre de jeu d'alliances et contre-alliances s'apprête à offrir davantage de spectacle de violence sein d'un Etat plongé dans un coma profond aréactif, incapable de contrôler son système sécuritaire pour des actions efficaces. Le tableau 4 présente la situation sécuritaire de l'Ituri en septembre 2019.

---

23 Coordination des députés provinciaux de l'Ituri, *Bilan 2006-2011. Déclarations politiques, Memoranda, Notes d'information, Lettres ouvertes*, Juillet 2012



**Tableau 4. Bilan des affrontements et attaques en territoires de Djugu et Irumu du 2 novembre 2018 au 18 septembre 2019.**

Date attaque	Acteur/ auteur	Cible	Lieu	Nombre de morts
02 novembre 2018	CODECO	FARDC	MUGANGA	9 militaires
14 mars 2019	FARDC	CODECO	LAUDJO	
17 mars 2019	FARDC	CODECO	LAUDJO	
Mai 2019	CODECO		ARE, MUSWA, RUVINGA	
10- 14 Juin 2019	CODECO	CIVILS HEMA	TCHEE, SUMBUSO	49 civils
21 juin 2019	FARDC	CODECO	WAGO	
17 juillet 2019	FARDC	CODECO	APALA au bord du lac à Mahagi	
Du 02 au 18 septembre 2019	CODECO (8 attaques)	CIVILS HEMA	UTCHA, BUKU, NGLE, DHEDJA	35
TOTAL				97

Source : BCNUDH, rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, province de l'Ituri, Décembre 2017 à septembre 2019, Janvier 2020.

Du 2 novembre 2018 au 18 septembre 2019, les FARDC ont dirigé trois attaques contre les positions de la milice CODECO à Djugu et un à Mahagi. En revanche, au cours de cette période, cette milice a organisé onze attaques, aussi bien contre les FARDC (1) que les civils essentiellement Hema (9) et Alurs (1). Le nombre de personnes ayant succombé à la suite de ces attaques n'est pas exhaustif.

Les attaques militaires furent organisées dans le cadre de l'opération « zaruba ya

Ituri » et orientées vers le centre de formation de Wago en visant le littoral du lac Albert à Songa 2 et le bastion de Laudjo en ciblant les localités de dhaba, nyolo, dada/Ru et dhenovi en groupement Laudjo. Considérant les 29 bastions identifiés de la mosaïque CODECO et leur positionnement de part et d'autre de la RN24, l'offensive de l'armée ne fut qu'un leurre.

La plupart des villages attaqués par CODECO sont géographiquement proches des groupements Lendu où sont établis les différents bastions de CODECO. Stratégiquement, ces villages sont des passages obligés des miliciens Lendu pour une meilleure coordination des opérations entre les bastions Ouest opérant dans la zone forestière minière et ceux couvrant la partie Nord de Djugu jusqu'à Mahagi et le lac Albert à l'Est. Les FARDC sont restées depuis le début de ces violences en position défensive. Aucun bastion n'a été démantelé et chacune de ces factions souhaite négocier son intégration au sein des FARDC et la démobilisation de certains de ses éléments non éligibles à l'armée.

## CONCLUSION

La gouvernance militaire mise en œuvre à travers les stratégies DDR et la dissuasion des groupes armés n'a pas atteint l'objectif de la consolidation de la paix et de la stabilité. Non seulement ces stratégies n'ont pas été soutenues financièrement, mais les méthodes adoptées pour restaurer la paix ne corroborent pas celles des groupes armés. Pour les groupes armés locaux, le retour de la paix et de la stabilité dans la région passe par l'intégration de leurs troupes dans les FARDC, par la reconnaissance de leurs grades et par l'obtention de l'amnistie.

L'Etat, acteur principal des violences physiques légitimes, devait tenir compte de ces revendications tant le recours à la force dissuasive a montré ses limites pour neutraliser les groupes armés en Ituri. Par conséquent, l'Etat étant incapable de protéger l'intégrité territoriale et d'assurer la sécurité des personnes et de leurs biens, quatre pistes de solution peuvent être exploitées :

1. Procéder à l'intégration de ces groupes armés ;
2. Instituer une commission chargée de la résolution des conflits avancés comme leitmotiv des violences ;
3. Renforcer la sécurité intérieure et aux frontières ;
4. Revisiter les stratégies opérationnelles de défense et de sécurité dans une province géopolitique et géostratégique comme l'Ituri.

## BIBLIOGRAPHIE

Accord du 26 juillet 2006 entre le Gouvernement de la RDC et le MRC

Accord Global et Inclusif du 17 décembre 2002

Acte d'engagement de Dar-Es-Salaam du 16 mai 2003

BCNUDH, *rapport public sur les conflits en territoire de Djugu, province de l'Ituri*,  
Décembre 2017 à septembre 2019, Janvier 2020

Coordination des députés provinciaux de l'Ituri, *Bilan 2006-2011. Déclarations  
politiques, Memoranda, Notes d'information, Lettres ouvertes*, Juillet 2012

DCAF RSS Document D'information, *Les politiques de sécurité nationale, Élaborer des  
politiques de sécurité nationale pour la bonne gouvernance du secteur de la sécurité*,  
disponible sur [www.ssrbackgrounders.org](http://www.ssrbackgrounders.org), consulté le 16 décembre 2021

Joost Van puijenbroek, Désiré Nkoy Elela, Eric Mongo, *Processus DDR en Ituri : succès,  
faiblesses et perspectives*, Juin 2008, disponible sur <http://fr.scribd.com>, consulté le 23  
août 2019

Plan directeur global de la réforme de l'armée de février 2008,

Rapport de la CONADER/Bunia, juin 2008

RDC, constitution de la République Démocratique du Congo, *in Journal officiel*, n° ,  
Kinshasa, Février 2006

RDC, Ministère de la défense nationale et des anciens combattants, *Plan global de  
désarmement, de démobilisation et de réintégration*, avril 2014

Tsumbu Gboro J. « dynamique des conflits armés province de l'Ituri de 1999 à 2015 »,  
*International Journal of Innovation and Applied Studie*, vol.21, 3 Oct.2017.